

## 5. ARBITRAGE INTERNATIONAL ET AUTRES MODES DE RÈGLEMENT DES CONFLITS INTERNATIONAL ARBITRATION AND ALTERNATIVE DISPUTE RESOLUTION

### LES «BRÈVES»

de Christophe IMHOOS \*

La 1<sup>re</sup> Cour civile du **Tribunal fédéral suisse** a rendu un arrêt le 9 janvier 2006 dans la cause opposant la société X à la société Y Z dans lequel elle a statué sur recours de droit public contre une sentence rendue par un arbitre unique ayant statué sur la seule question des dépens après avoir pris acte du désistement d'instance des parties demandresses. Statuant sur le grief de violation de l'ordre public procédural, le Tribunal fédéral, après avoir rappelé son contenu, considère que tel n'est pas le cas dans la présente espèce, de même sous l'angle de l'ordre public matériel, l'arbitre unique n'ayant pas considéré à tort que le montant réclamé par l'intimée à titre de dépens n'était pas déraisonnable. Si, en théorie, il n'est pas inconcevable que la décision prise par un tribunal arbitral au sujet du montant des dépens puisse contrevenir audit ordre public matériel, le Tribunal fédéral ne voit cependant pas très bien à quel élément constitutif de cette notion le grief correspondant pourrait être attaché. Aussi ne suffirait-il pas que l'on puisse taxer d'excessif le montant des dépens fixés par le tribunal arbitral pour que le juge étatique, saisi d'un recours de droit public formé par le débiteur de ceux-ci, doive intervenir au titre de la violation de l'ordre public matériel. Encore faudrait-il, à tout le moins, pour justifier semblable intervention que les dépens alloués par le tribunal arbitral à la partie qui y a droit soient hors de toute proportion avec les frais nécessaires consentis par cette partie pour la défense de ses droits, eu égard à l'ensemble des circonstances du cas concret, au point de heurter de manière choquante les principes les plus essentiels de l'ordre juridique déterminant. Le Tribunal fédéral en conclut que

l'on est loin de pareille extrémité dans la présente espèce (*arrêt n° 4 p. 280/2005 tiré du site web du Tribunal fédéral suisse : [www.bger.ch](http://www.bger.ch)*).

La 1<sup>re</sup> Chambre civile de la **Cour de cassation française** a rendu un arrêt en date du 6 juillet 2005 dans la cause opposant Golshani au Gouvernement de la République Islamique d'Iran par lequel elle a statué qu'un arrêt, sans encourir le grief de dénaturalisation, a justement décidé qu'une partie, qui a elle-même formé la demande d'arbitrage devant le Tribunal des différends irano-américains et qui a participé sans aucune réserve pendant plus de neuf ans à la procédure arbitrale, est irrecevable, en vertu de la règle de l'estoppel, à soutenir, par un moyen contraire, que cette juridiction aurait statué sans convention d'arbitrage ou sur convention nulle, faute de convention qui lui soit applicable (*Revue de l'arbitrage 2005, n° 4, page 993 et sv. avec note de Me Philippe Pinsolle*).

La 1<sup>re</sup> chambre C de la **Cour d'appel de Paris** a rendu un arrêt le 8 septembre 2005 dans la cause opposant la société anonyme Agromed à la société anonyme Star Shipping Consulting par lequel elle a statué que, pour être recevable devant le juge de l'exequatur, le grief invoqué à l'encontre de la sentence doit avoir été soulevé chaque fois que cela était possible, devant le tribunal arbitral lui-même. Une partie qui s'est soigneusement abstenue de remettre en cause la régularité de la désignation de l'arbitre unique avant de connaître la teneur de la sentence, ne peut plus s'opposer à l'exécution de la sentence

\* Avocat au Barreau de Genève, M.C.J. New York University, ancien Conseiller juriste au secrétariat de la Cour internationale d'arbitrage de la CCI.

en France pour ce motif. L'article 17 de la Loi anglaise sur l'arbitrage de 1996 prévoit une règle fort utile pour déjouer les atermoiements d'une partie pour retarder l'examen d'une affaire puisqu'en cas de défaillance pour nommer un arbitre unique, l'autre partie ayant dûment désigné son arbitre, peut notifier à la partie défaillante qu'elle se propose de désigner son arbitre qui agira comme arbitre unique si la partie défaillante, dans les sept jours de cette notification, ne procède pas à la désignation demandée (*Revue de l'arbitrage 2005, n° 4, page 1022 et sv. avec note de Me Laurence Franc-Menget*).

---

In a recent case the **Austrian Supreme Court** reaffirmed the conclusiveness of form requirements set out in Article 2 of the New York Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards. It imposed the burden of proof for the alleged invalidity of an arbitration agreement on the party opposing enforcement (*Read article [www.internationallawoffice.com/?l=8J2WM&i=20435](http://www.internationallawoffice.com/?l=8J2WM&i=20435)*).

---

The **Supreme Court of the Netherlands** has rendered an important decision on the setting aside of an arbitral award on the grounds that it does not contain the reasons for the decision. The Court held that where no convincing explanation for the decision can be found in the reasons given, this will be considered equivalent to a situation where no reasons at all are given (*Read article [www.internationallawoffice.com/?l=8U7QH&i=20435](http://www.internationallawoffice.com/?l=8U7QH&i=20435)*).

---

**Syria**, which signed the Washington Convention on 25th May 2005, ratified it on 25th January 2006. 24th February 2006 is the date of the attainment of the status of Contracting State for Syria by the entry into force of the **ICSID Convention**. On 25th January 2006, 155 States had signed the Convention on the Settlement of Investment Disputes Between States and National of Other States. 144 States have deposited their instruments of ratification. The status of the Washington

Convention can be found on the website of ICSID: [www.worldbank.org/icsid/constate/c-states-en.htm](http://www.worldbank.org/icsid/constate/c-states-en.htm) or [www.worldbank.org/icsid/constate/c-states-fr.htm](http://www.worldbank.org/icsid/constate/c-states-fr.htm) (in French) (*informations aimablement communiquées par le professeur Alexandre Hory, dans le cadre du forum de discussion arbitrage-ADR*).

---

**Pakistan** has implemented the **New York Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards** into its legislation through an Ordinance promulgated on 14th July 2005. This accession was made with a reciprocity reservation, which means that Pakistan will apply the Convention to the recognition and enforcement of awards made in the territory of another Contracting State. The Convention came into force on 12th October 2005. These accessions bring the total members of States to which the Convention is applicable to 137. The UNCITRAL website provides the list of countries bound by the Convention, through ratification, accession or succession. See, for further details: [www.uncitral.org/uncitral/en/uncitral\\_texts/arbitration/NYConvention\\_status.html](http://www.uncitral.org/uncitral/en/uncitral_texts/arbitration/NYConvention_status.html) or and [www.uncitral.org/uncitral/fr/uncitral\\_texts/arbitration/NYConvention\\_status.html](http://www.uncitral.org/uncitral/fr/uncitral_texts/arbitration/NYConvention_status.html) (in French) (*informations aimablement communiquées par le professeur Alexandre Hory, dans le cadre du forum de discussion arbitrage-ADR*).

---

L'**Association suisse d'arbitrage (ASA)** conjointement avec le **Chartered Institute of Arbitrators** organise un week-end du 25 au 27 mars 2006 à Villars, en Suisse. Quatre sessions d'une heure chacune traitent des thèmes suivants : The use by arbitrators of incentive to settle, multi-tier arbitration agreements : how they are drafted and what the consequences are ; IP dispute resolutions : arbitration and mediation ; anti-arbitration injunctions : civil and common approaches (*renseignements et inscriptions auprès de l'ASA Eischenvosrtadt 67, Postfach, CH-4010 Bâle, Suisse – Fax +41-61 270 6005 ou contacter Theresa Giovannini – Tél. +41-22 319 8700 – Fax + 41-22 319 8760 – E-mail [tgiovannini@lalive.ch](mailto:tgiovannini@lalive.ch)*).

---

La **Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI/ICC)** organise, à Charleston, en Caroline du Sud, aux États-Unis, du 26 au 28 mars 2006, un séminaire sur le thème : « Understanding the ICC System » (*renseignements et inscriptions auprès de la Chambre de commerce internationale, ICC Events, 38 Cours Albert 1<sup>er</sup>, F-75008 Paris – Tél. +33-1 49 53 28 69 – Fax +33-1 49 53 29 42 – Site web [www.iccconference.com](http://www.iccconference.com) – E-mail [events@iccwbo.org](mailto:events@iccwbo.org)*).

---

The **Alternative Dispute Resolution Conference** will take place in St Petersburg, Russia, on 3-4 April 2006 at the Grand Hotel Europe. The conference is jointly organised by the Anglo-Russian Law Association, the Panel of Independent Mediators and SJ Berwin LLP with support from the Chartered Institute of Arbitrators and the Russian Chamber of Commerce. (*For further information : [london@arlaw.org.uk](mailto:london@arlaw.org.uk) or visit [www.arlaw.org.uk](http://www.arlaw.org.uk)*).

---

La **Chambre de commerce internationale** organise du 24 au 27 avril 2006, à son siège, à Paris, son traditionnel séminaire «PIDA» sur l'étude d'un cas pratique selon le Règlement d'arbitrage de la CCI. (*renseignements et inscription auprès de la CCI, 38 cours Albert 1<sup>er</sup>, F-75008 Paris – Tél. +33-1 49 53 29 71 – Fax +33-1 49 53 30 30 – E-mail [events@iccwbo.org](mailto:events@iccwbo.org) – site web [www.iccwbo.org/events/](http://www.iccwbo.org/events/)*).

---

La **Chambre arbitrale de Milan** annonce le début de ses prochaines sessions de formation en arbitrage. (*programme disponible sur le site internet : [www.camera-arbitrale.com](http://www.camera-arbitrale.com) ; Chambre de Commerce de Milan, Via Meravigli 9b, 20123 Milan – Tél. +39-(0)2 851 54 568 – Fax +39-(0)2 851 54 531*).

---

Italy and China have launched the **Italy-China Business Mediation Centre** for the non-contentious

resolution of commercial disputes between Italian and Chinese companies and professionals. The centre has offices in Milan and Beijing and a body of accredited mediators in each jurisdiction (*Read article : [www.internationallawoffice.com/?l=DZSZF&i=20435](http://www.internationallawoffice.com/?l=DZSZF&i=20435)*).

---

In 2005 a total of 54 new cases were submitted to **Swiss Chambers' Arbitration**. Neither the origin of the parties, nor the language of arbitration, nor the type of arbitration differed significantly from last year's statistics. 56 % of the parties were from Western Europe, 13 % from Asia/Middle East and only 16 % from Switzerland. The proportion of arbitrations with a panel of three arbitrators however grew from 57 % to 65 %. Zurich with 28 cases and Geneva with 25 cases administered almost all the new cases. The biggest number of parties came from Switzerland, followed by parties from Germany, Great Britain, Italy, Turkey, France and Russia. 70 % of the arbitrations were held in English, and 42 % of the cases were handled under expedited procedures. The majority of disputes to be solved concerned purchase/sale of goods, distribution/agency, joint ventures and service contracts. Since 1st January 2004 the total of cases submitted has grown to 106. In 12 cases an award was rendered, 6 cases were settled and 16 were withdrawn. (*see [www.swissarbitration.ch/news.php](http://www.swissarbitration.ch/news.php); Swiss Chambers' Arbitration, contact Dr. Reiner Fueg – Tel +41-61 270 6050 – Fax +4-61 270 6005*).

---

On annoncera enfin la parution du volume du 2<sup>e</sup> semestre 2005 du **Bulletin de la Cour internationale d'arbitrage d'ICC** comportant notamment d'intéressants extraits de sentences traitant de l'extension de la convention d'arbitrage aux parties non signataires dans des groupes de sociétés (*commande auprès de ICC Publishing, 38 Cours Albert 1<sup>er</sup>, 75008 Paris – E-mail [bulletin@iccwbo.org](mailto:bulletin@iccwbo.org) – Site web [www.iccbooks.com](http://www.iccbooks.com)*).

---